

5 novembre 2021

(21-8400)

Page: 1/7

Conseil général

Original: anglais

**COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LA MONGOLIE AU NOM DU
GROUPE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT SANS LITTORAL**

La communication ci-après, datée du 4 novembre 2021, est distribuée à la demande de la délégation de la Mongolie au nom du Groupe des pays en développement sans littoral.

La délégation de la Mongolie, agissant au nom des pays en développement sans littoral (PDSL), a l'honneur de présenter la Déclaration ministérielle des PDSL, adoptée le 4 novembre 2021, en demandant qu'elle soit distribuée en tant que document de la douzième Conférence ministérielle.

DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

RÉUNION MINISTÉRIELLE DU GROUPE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT SANS LITTORAL

Genève, 4 novembre 2021

Nous, Ministres et Représentants des pays en développement sans littoral (PDSL), réunis le 4 novembre 2021, en marge de la douzième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC),

Rappelant la Déclaration de Vienne et le Programme d'action de Vienne en faveur des PDSL pour la décennie 2014-2024, adoptés à la deuxième Conférence des Nations Unies sur les PDSL en 2014,

Rappelant également la Déclaration politique sur l'examen de haut niveau à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne en faveur des PDSL pour la décennie 2014-2024, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 5 décembre 2019,

Rappelant en outre la feuille de route adoptée en 2020 pour la mise en œuvre accélérée du Programme d'action de Vienne, et considérant que ce document est important afin d'accélérer la mise en œuvre du Programme d'action et de reconstruire en mieux après la COVID-19,

Rappelant le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les Objectifs de développement durable (ODD), le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, et l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques,

Rappelant et réaffirmant les objectifs et les principes de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC en tant qu'organe élaborant les règles commerciales mondiales et la nécessité de redynamiser et de renforcer la fonction de négociation de l'OMC,

Rappelant la Déclaration ministérielle d'Astana, adoptée le 17 mai 2018 à la Réunion ministérielle des PDSL sur le commerce et les transports, tenue à Astana (Kazakhstan),

Rappelant toutes les déclarations ministérielles du Groupe des PDSL, y compris la déclaration ministérielle faite à l'occasion de la onzième Conférence ministérielle de l'OMC, le 10 décembre 2017, à Buenos Aires (Argentine), où les Ministres des PDSL ont réaffirmé l'appui résolu des PDSL au système commercial multilatéral (SCM), particulièrement dans le cadre des négociations du Programme de Doha pour le développement,

Rappelant la Déclaration ministérielle de Genève, adoptée par les Ministres du commerce des PDSL à leur cinquième réunion en 2016, ayant pour thème "Exploiter le potentiel commercial des PDSL pour accélérer la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne et du Programme de développement durable à l'horizon 2030",

Rappelant les déclarations ministérielles adoptées par les Ministres des affaires étrangères des PDSL à leur vingtième réunion annuelle, tenue à distance le 23 septembre 2021 en marge de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, et à la réunion ministérielle des PDSL organisée sous les auspices de la CNUCED le 2 septembre 2021,

Rappelant le document final adopté par la CNUCED à sa quinzième session en 2021, qui prend acte de la nécessité de remédier aux difficultés en matière de commerce, d'investissement et de développement des PDSL, y compris en continuant de soutenir la mise en œuvre effective du Programme d'action de Vienne,

Sachant qu'il importe d'assurer et de favoriser un accès effectif à la mer des PDSL, à un coût abordable et sans entrave, selon le principe de la liberté de transit et à l'aide d'autres mesures, conformément aux règles applicables du droit international,

Sachant également que le coût élevé du transport et des transactions commerciales reste un obstacle majeur qui empêche les PDSL de réaliser leur potentiel commercial et leur potentiel de développement,

Constatant que les PDSL étant tributaires des pays de transit pour accéder aux marchés internationaux, sont particulièrement vulnérables aux restrictions à la frontière adoptées pour lutter contre la propagation de la COVID-19 et aux effets sociaux et économiques des mesures de confinement liées à ce contexte, aux effets sanitaires de la pandémie, à des chocs sur les prix des produits de base, et à une situation de récession mondiale; que la pandémie a eu des effets sur le commerce des PDSL ainsi que l'application de toutes les priorités du Plan d'action de Vienne; et que les conséquences budgétaires de la pandémie ont exposé bon nombre de PDSL à un risque accru de surendettement, ce qui a réduit la marge d'action budgétaire et pratique dont ils disposent pour réaliser les investissements indispensables à la reprise, y compris en matière d'accès aux vaccins,

Considérant que la pandémie de COVID-19 peut aussi être l'occasion pour les Membres de faire le point sur les leçons à retenir de cette crise et de revoir les outils actuels de la politique commerciale afin d'améliorer la résilience des Membres en prévision des crises sanitaires futures de caractère local, régional ou international,

Exprimant leurs condoléances et leur grave préoccupation eu égard aux pertes en vies humaines causées par la pandémie de COVID-19 et à ses lourdes conséquences sociales et économiques partout dans le monde, et estimant, en particulier, que les PDSL ont été durement touchés, et ce durablement, en raison de la fragilité de leurs systèmes de santé, de la couverture limitée de leurs systèmes de protection sociale, du peu de ressources financières et autres dont ils disposent, et de leur vulnérabilité aux chocs extérieurs,

Ont adopté la Déclaration ministérielle suivante:

1. Nous soulignons l'importance du commerce international comme moteur de la croissance économique pour tous et de la réduction de la pauvreté, et comme moyen important pour réaliser les ODD reconnus par le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba.
2. Nous reconnaissons la nécessité de "promouvoir un système commercial multilatéral universel, réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce, notamment grâce à la tenue de négociations dans le cadre du

Programme de Doha pour le développement" pour réaliser les ODD, conformément à l'objectif 17.10.

3. Nous rappelons que le rôle central du développement à l'OMC et le principe du traitement spécial et différencié (TSD) constituent l'un des piliers des Accords de l'OMC, et que la réaffirmation de ce principe devrait faire partie intégrante de tout ensemble de dispositions ainsi que des travaux de cette Organisation.
4. Nous mesurons l'importance de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) et d'autres Accords de l'OMC pour remédier au problème de coût élevé du commerce que connaissent les PDSL et promouvoir la liberté de transit. Nous considérons que nombre de PDSL, en collaboration avec des pays de transit voisins et avec le soutien de partenaires de développement, ont fait des efforts pour appliquer l'Accord, y compris pour ce qui est de la simplification des règles, documents et procédures en usage dans le commerce, de la coopération entre les organismes présents aux frontières, y compris l'établissement d'un guichet unique pour le contrôle à la frontière, des paiements électroniques, de la transparence, des partenariats public-privé, et de la modernisation et l'automatisation des postes frontière et des services douaniers. En dépit des progrès accomplis, la mise en œuvre de l'AFE est estimée pour les PDSL à 51,2% des dispositions pour lesquelles ils doivent présenter des notifications, contre 71% pour les pays en développement, et 100% pour les pays développés.
5. Nous attachons une importance élevée au premier examen du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'AFE sous les auspices du Comité de la facilitation des échanges (CFE). Nous demandons que ce premier examen soit l'occasion d'un examen de fond des progrès accomplis dans le cadre de l'Accord s'agissant d'améliorer les conditions de transit des PDSL. Nous invitons les membres du CFE à donner une suite favorable aux observations et suggestions que le Groupe des PDSL formulera à cet égard.
6. Nous soulignons qu'il importe de mobiliser des ressources suffisantes pour accélérer la mise en œuvre de l'AFE. Nous encourageons vivement les partenaires de développement, et les autres Membres de l'OMC qui le peuvent, ainsi que le secteur privé, le système des Nations Unies et les autres organisations internationales et régionales, à continuer de fournir aux PDSL une assistance technique, financière et pour le renforcement des capacités, sur une base durable, en vue de la mise en œuvre effective de l'Accord et d'autres réformes de la facilitation des échanges. Nous invitons également à relancer les activités du Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges (TFAF), qui a été créé pour aider les pays en développement à mettre en œuvre l'ALE.
7. Nous constatons que les obstacles au commerce et à la connectivité des transports persistent, en particulier dans les PDSL, et soulignons qu'une coopération étroite reste indispensable en matière de facilitation des échanges et de connectivité des transports et du transit pour répondre à certains besoins et priorités, tout en veillant à aligner les solutions sur les normes mondiales, et nous préconisons de renforcer l'Aide pour le commerce, y compris l'aide internationale au développement et le financement multilatéral destinés au développement et à l'entretien des infrastructures de transport et des infrastructures liées au commerce, y compris en matière de TIC et de lignes de transmission internationales, et de renforcer le rôle du secteur privé, au moyen notamment de partenariats public-privé et d'autres modalités de financement innovantes.
8. Nous renouvelons notre appel à la coopération constructive avec les pays de transit pour l'application efficace et rapide de disciplines qui contribuent à réduire les délais et les coûts de transit, à simplifier les procédures, à renforcer la transparence et à accroître la certitude dans le commerce transfrontières.

-
9. Nous encourageons les PDSL et les pays de transit à désigner et à notifier leurs coordonnateurs nationaux du transit conformément à l'article 11:17 de l'AFE.
 10. Eu égard aux effets des mesures SPS et OTC imposées par des partenaires commerciaux sur les intérêts commerciaux des PDSL, qui dépendent des pays de transit aussi bien pour leurs importations que leurs exportations, nous soulignons l'importance de la définition d'exigences plus précises et simplifiées à appliquer aux marchandises en transit, ainsi que de la notification de tout projet de mesures SPS et OTC afin de permettre des consultations rapides avec les pays concernés, avant que la mesure soit adoptée.
 11. Nous sommes favorables à la poursuite de la numérisation des procédures commerciales et douanières aux fins d'établir l'interconnectivité et de garantir l'échange rapide et sûr des données et des renseignements concernant les marchandises et les moyens de transport, sur la base de normes et d'instruments internationaux, et nous préconisons que ces systèmes soient interconnectés et interopérables de façon à couvrir l'ensemble des opérations de transit.
 12. Nous soulignons notre volonté de prendre les mesures appropriées pour faciliter le commerce et les transports et pour préserver l'intégrité des chaînes d'approvisionnement dans l'intérêt de tous. À cet égard, nous invitons tous les Membres de l'OMC à soutenir les PDSL dans leurs efforts pour parvenir à une reprise socioéconomique durable au sortir de la crise de la COVID-19.
 13. Nous engageons vivement les Membres et le Secrétariat de l'OMC à étudier les conséquences qu'entraîne pour le commerce des PDSL la situation actuelle de pénurie de conteneurs et de coûts de transport élevés. Les travaux sur cette question devraient être menés sous les auspices du Conseil du commerce des services et du Conseil du commerce des marchandises. S'agissant du commerce des marchandises, nous engageons aussi le Comité des règles d'origine à étudier la question de savoir comment ces règles influent sur la capacité des PDSL de tirer parti de l'accès préférentiel aux marchés, étant donné les spécificités de leur commerce.
 14. Nous constatons que la pandémie de COVID-19 a accru la nécessité d'approfondir l'intégration régionale en renforçant la connectivité des infrastructures des transports, de l'énergie et du numérique; en accentuant le commerce intrarégional et le développement des chaînes de valeur régionales; en améliorant la qualité et la mise en œuvre effective des accords d'intégration régionale. Nous invitons le système des Nations Unies et les autres organisations internationales à renforcer leur appui – technique, financier et pour le renforcement des capacités – aux PDSL et aux pays de transit pour les aider à progresser sur le plan de l'intégration régionale.
 15. Nous estimons nécessaire de réduire la dépendance des PDSL à l'égard des produits de base et leur vulnérabilité aux chocs extérieurs, comme la pandémie de COVID-19 en a apporté la preuve, et préconisons des mesures et des actions concertées pour soutenir les efforts que ces pays font notamment pour diversifier leurs exportations et transformer davantage leurs produits de base, faciliter l'investissement, diversifier leurs échanges, financer le commerce et instaurer un cadre propice à l'activité économique et aux échanges commerciaux.
 16. Nous continuons de nous efforcer d'intégrer le renforcement des capacités productives dans nos stratégies de développement et demandons un soutien international à cet égard, y compris une aide financière, technique, et pour le renforcement des capacités.
 17. Nous estimons que l'investissement étranger direct (IED) peut être un catalyseur de transformation structurelle, en élevant la valeur ajoutée de l'économie nationale, et en reliant celle-ci plus efficacement aux chaînes de valeur mondiales (CVM). Nous sommes résolus à

continuer de promouvoir des politiques susceptibles d'attirer l'IED qui favorisent le commerce ainsi que le développement durable des PDSL.

18. Nous estimons que l'aide publique au développement (APD), y compris l'Aide pour le commerce, est importante pour aider les PDSL et les pays de transit, face aux conséquences de la COVID-19, et dans leur effort pour opérer la reprise dans la période qui suivra. À cet égard, nous invitons les donateurs à accroître les fonds alloués aux PDSL au titre de l'APD. Nous soulignons à nouveau que l'Aide pour le commerce devrait accorder une attention particulière aux besoins et attentes spécifiques des PDSL, y compris s'agissant du renforcement des capacités pour la formulation des politiques commerciales, la participation aux négociations commerciales et l'application de mesures de facilitation du commerce, le financement du commerce, le développement des infrastructures liées au commerce, ainsi que la diversification des produits d'exportation et le renforcement des capacités productives aux fins d'améliorer la compétitivité des produits de ces pays sur les marchés d'exportation.
19. Nous soulignons que l'agriculture, y compris la contribution du commerce à la sécurité alimentaire, revêt une importance capitale pour les PDSL. La poursuite du processus de réforme aux fins de promouvoir l'accès aux marchés, la réduction des mesures de soutien interne qui faussent les échanges, l'élimination totale de toutes les formes de subventions à l'exportation et la promotion de règles équitables pour le secteur agricole, seront autant d'outils importants pour promouvoir l'activité économique et le développement dans les PDSL. Nous exhortons les Membres de l'OMC à examiner la question de l'application des mesures SPS aux marchandises en transit dans le cadre du Comité SPS.
20. Nous mesurons l'importance d'un accès équitable, à l'échelle mondiale, à des vaccins, des traitements et des technologies médicales sûrs et efficaces contre la COVID-19. Nous invitons tous les Membres de l'OMC à s'unir en faisant preuve d'une véritable solidarité pour répondre efficacement à la pandémie, en remédiant à tous les obstacles possibles et en accélérant la production et la distribution équitable des produits de santé essentiels.
21. Nous sommes résolus à coopérer avec nos partenaires de développement pour tirer parti des solutions technologiques qui s'offrent pour remédier à la crise de la COVID-19, y compris en renforçant la collaboration relative aux médicaments essentiels, aux vaccins et à l'innovation dans les systèmes de santé.
22. Nous sommes conscients que la pandémie de COVID-19 a mis en évidence les possibilités immenses de la transformation et de la connectivité numériques dans la perspective d'atteindre les ODD. Les PDSL se heurtent cependant à certains problèmes fondamentaux, parmi lesquels une infrastructure insuffisante, un accès limité à Internet et une connectivité large bande onéreuse, outre l'inadaptation des compétences numériques et des politiques en matière de réglementation et de données. Nous aspirons à promouvoir des conditions favorables au développement de l'économie numérique en instaurant le cadre propice qui s'impose, y compris les politiques et le cadre juridique et réglementaire nécessaires pour soutenir le développement des TIC, en particulier le développement du large bande, l'amélioration des compétences numériques, la promotion de l'inclusion numérique, et l'adoption et l'utilisation accrues des applications et services de TIC. Nous invitons aussi à renforcer les partenariats public-privé en même temps que les partenaires du développement accroîtront leur soutien pour permettre aux PDSL de tirer pleinement parti des technologies numériques et du commerce électronique et de rattraper leur retard dans le numérique.
23. Nous estimons que la croissance du commerce électronique est porteuse de débouchés de commerce international, y compris de nouvelles perspectives de marché pour les PDSL. Nous invitons le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés (PMA), les PDSL et les petits États insulaires en développement (PEID), la CNUCED, l'UIT et les divers partenaires

à proposer une assistance technique afin de promouvoir le commerce électronique dans les PDSL, y compris des activités de renforcement des capacités et de conseil pour l'établissement du cadre juridique nécessaire et l'amélioration de l'infrastructure numérique. Nous mesurons l'importance d'un cadre commercial multilatéral qui favorise la promotion de l'inclusion numérique et le développement du commerce électronique dans les PDSL. Nous sommes résolus à tenir pleinement compte de nos intérêts dans les négociations multilatérales, régionales et bilatérales sur ce sujet, y compris des problèmes fondamentaux qui sont les nôtres, parmi lesquels une infrastructure insuffisante et un cadre juridique et réglementaire lacunaire, ainsi que le manque de compétences numériques.

24. Nous constatons que les effets de la pandémie de COVID-19 et les mesures prises pour en atténuer l'impact ont provoqué une baisse de l'activité commerciale et industrielle, et nous invitons les partenaires de développement et les organisations internationales à porter assistance aux PDSL s'agissant de mettre en place des initiatives et d'adopter des politiques de résilience à l'appui des MPME, à l'effet notamment de leur apporter un financement plus efficace, y compris en matière de financement du commerce et d'accès au crédit, de renforcer les capacités entrepreneuriales, et d'utiliser les TIC et l'innovation à des activités économiques susceptibles d'aider à renforcer la résilience économique des PDSL dans la période qui suivra la COVID-19.
25. Nous relevons que la part des PDSL dans les exportations de services demeure très faible, et soulignons qu'un secteur des services efficace et productif contribuera sensiblement à la croissance de la productivité et à la compétitivité générale de l'économie de ces pays. Nous mesurons l'importance d'un cadre commercial multilatéral qui favorise le développement de leur secteur des services, outre qu'il importe de remédier aux contraintes du côté de l'offre. Nous sommes résolus à tenir pleinement compte de leurs intérêts et de leurs contraintes dans les négociations multilatérales, régionales et bilatérales sur ce sujet, y compris à ce que leur soit accordé un accès préférentiel aux marchés qui soit économiquement pertinent. Nous invitons les organisations internationales et les donateurs bilatéraux à les aider à développer leur secteur des services. À cet égard, nous soulignons notre détermination à développer le secteur des services dans l'optique de remédier aux contraintes liées à l'offre, et invitons les partenaires de développement et les organisations internationales à aider les PDSL à développer leur secteur des services et à assurer l'accès aux marchés des prestataires de services de ces pays.
26. Nous nous engageons à renforcer les activités du Groupe des PDSL à Genève, de façon à continuer de tenir régulièrement des réunions, à mettre en commun des données d'expérience et à rechercher un soutien accru en faveur des PDSL, y compris en matière de renforcement des capacités, dans les principaux domaines d'activité de l'OMC: travaux de suivi, élaboration de règles, règlement des différends et renforcement des capacités. Le Groupe devrait ainsi pouvoir renforcer son rôle et établir le plan de travail nécessaire.
27. Compte tenu des difficultés persistantes que les PDSL rencontrent dans le commerce international, nous soulignons qu'il importe d'avoir un programme de travail spécifique pour les PDSL au sein de l'OMC, qui permette d'étudier les besoins spécifiques, les difficultés et les vulnérabilités de ces pays aux fins d'accroître leur participation au SCM. Nous demandons que des échanges préliminaires soient organisés, sur la création de ce programme de travail, au sein du Comité du commerce et du développement, et que le Comité rende compte à la treizième Conférence ministérielle de l'issue de ces débats.
28. Nous reconnaissons l'importante contribution au renforcement du SCM des PDSL qui ont accédé en vertu de l'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC. Dans l'optique d'un résultat équilibré des négociations sur la libéralisation des échanges, nous soulignons qu'il est

nécessaire de tenir compte des engagements de vaste portée pris par les Membres relevant de l'article XII au moment de leur accession à l'OMC.

29. Nous mesurons le rôle croissant de la durabilité environnementale dans le commerce international, et les conséquences des changements climatiques sur le commerce des PDSL. Dans ce contexte, nous invitons ces pays à accorder une attention plus soutenue aux questions d'environnement liées au commerce qui les concernent, à consacrer à ce sujet un examen complet, et à mettre en commun les bonnes pratiques qu'ils auront tirées des résultats obtenus jusqu'à présent.
 30. Nous sommes reconnaissants aux gouvernements du Kazakhstan et de la Suisse d'accueillir la douzième Conférence ministérielle de l'OMC à Genève, et attendons avec intérêt un résultat équilibré et inclusif qui tienne compte des besoins des plus vulnérables.
 31. Nous prions le Bureau du Haut Représentant pour les PMA, les PDSL et les PEID, l'OMC, la CNUCED, les commissions régionales de l'ONU, le PNUD, l'ITC, l'UIT et l'OMD, notamment, en étroite coopération et coordination avec les institutions compétentes et les acteurs concernés des pays bénéficiaires, de continuer d'aider les PDSL à une participation effective et à des négociations efficaces dans le cadre du commerce international.
-